

## **Publications périodiques**

---

Comptes annuels

---

**BANQUE KOLB**

SA à directoire et conseil de surveillance au capital de 14 099 103 euros.  
Siège social : 1 et 3 place du Général de Gaulle 88500 Mirecourt.  
Direction centrale : 2, Place de la République - BP 50528 - 54008 Nancy.  
SIREN 825 550 098 R.C.S. Épinal.

**Comptes sociaux au 31 décembre 2017.****I. — Bilan social.**

(En milliers d'Euros)

<b>Actif</b>	<b>Notes</b>	<b>31/12/2017</b>	<b>31/12/2016</b>
Caisse, Banques Centrales et Comptes Courants Postaux	2.3	13 548	18 161
Effets publics et valeurs assimilées	2.1		
Créances sur les établissements de crédit	2.3	514 108	317 008
Opérations avec la clientèle	2.3	1 574 158	1 450 946
Obligations et autres titres à revenu fixe	2.1		
Actions et autres titres à revenu variable	2.1	10	10
Participations et autres titres détenus à long terme	2.1	788	691
Parts dans les entreprises liées	2.1		
Immobilisations corporelles et incorporelles	7.1	7 352	7 758
Autres actifs et comptes de régularisation	3.2	15 978	17 626
<b>Total</b>		<b>2 125 942</b>	<b>1 812 200</b>

<b>Hors-bilan</b>	<b>Notes</b>	<b>31/12/2017</b>	<b>31/12/2016</b>
Engagements de financement donnés	2.3	88 944	90 298
Engagements de garantie donnés	2.3	327 409	317 567
Engagements donnés sur titres			

<b>Passif</b>	<b>Notes</b>	<b>31/12/2017</b>	<b>31/12/2016</b>
Banques Centrales, Comptes Courants Postaux			
Dettes envers les établissements de crédit	2.4	674 376	375 401
Opérations avec la clientèle	2.4	1 325 247	1 313 392
Dettes représentées par un titre	2.4		49
Autres passifs et comptes de régularisation	3.2	24 940	23 778
Provisions	7.2	15 116	15 842
Dettes subordonnées	6.2		
Capitaux propres	6.1	86 263	83 738
Capital souscrit		14 099	14 099
Primes d'émission		10 772	10 772
Réserves et report à nouveau		50 037	46 681
Résultat de l'exercice		11 355	12 186
<b>Total</b>		<b>2 125 942</b>	<b>1 812 200</b>

<b>Hors-bilan</b>	<b>Notes</b>	<b>31/12/2017</b>	<b>31/12/2016</b>
Engagements de financement reçus d'établissements de crédits	2.4	162 195	156 889
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédits	2.4	596 437	585 761
Engagements reçus sur titres			

**II. — Compte de résultat social.**

<b>(En milliers d'euros)</b>	<b>Notes</b>	<b>2 017</b>	<b>2 016</b>
Intérêts et produits assimilés	2.5	37 238	41 679
Intérêts et charges assimilées	2.5	-4 818	-6 187
Revenus des titres à revenu variable	2.1		1
Commissions (produits)	3.1	36 926	35 348
Commissions (charges)	3.1	-4 507	-3 819

Gains nets sur opérations liées aux portefeuilles de négociation	2.1	5 036	5 084
Gains nets sur opérations liées aux portefeuilles de placement et assimilés	2.1		
Autres produits d'exploitation bancaire		589	583
Autres charges d'exploitation bancaire		-780	-677
Produit net bancaire		69 684	72 012
Frais de personnel	4.1	-20 660	-22 384
Autres frais administratifs	4.3	-27 914	-25 094
Dotations aux amortissements		-1 227	-1 377
Résultat brut d'exploitation		19 883	23 157
Coût du risque	2.6	-2 770	-3 968
Résultat d'exploitation		17 113	19 189
Gains ou pertes sur actifs immobilisés	2.1 / 7.1		-1
Résultat courant avant impôt		17 113	19 188
Impôt sur les bénéfices	5	-5 758	-7 002
Dotations nettes aux provisions réglementées			
Résultat net		11 355	12 186

La présentation des notes annexes aux comptes sociaux a été modifiée pour en améliorer la lisibilité et la cohérence, conformément au communiqué de l'Autorité européenne des marchés de capitaux du 27 octobre 2015 relatif à l'amélioration de la qualité des annexes des états financiers et à la Recommandation du 28 octobre 2015 de l'Autorité des Marchés Financiers sur l'arrêté des comptes 2015 faisant référence à son guide publié le 1er juillet 2015 sur la pertinence, la cohérence et la lisibilité des états financiers.

### III. — Annexe aux comptes sociaux.

#### Note 1. — Principes règles d'évaluation et de présentation des comptes.

Les comptes individuels de la Banque Kolb ont été établis et sont présentés conformément aux dispositions du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des Normes Comptables relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire.

#### Comparabilité des comptes

Aucun changement de méthode comptable n'a été constaté en 2017.

Présentation : Les montants présentés dans les états financiers et dans les notes annexes sont exprimés en milliers d'euros, sauf mention contraire. Les effets d'arrondis peuvent générer, le cas échéant des écarts entre les montants présentés dans les états financiers et ceux présentés dans les notes annexes."

1.1. Principes comptables et méthodes d'évaluation. — Conformément aux principes comptables applicables aux établissements de crédit français, les méthodes d'évaluation prennent en compte pour la majorité des opérations l'intention dans laquelle celles-ci ont été conclues.

Les opérations réalisées dans le cadre de la banque d'intermédiation sont maintenues à leur coût historique et dépréciées en cas de risque de contrepartie. Les résultats attachés à ces opérations sont enregistrés *prorata temporis* en respectant le principe de séparation des exercices. Les opérations sur instruments financiers à terme réalisées afin de couvrir et de gérer le risque global de taux d'intérêt de la banque d'intermédiation entrent dans ce cadre.

Les opérations réalisées dans le cadre des activités de marché sont généralement évaluées à leur valeur de marché à l'exception des prêts, emprunts et titres de placement qui suivent la règle du nominalisme. Lorsque ces instruments financiers ne sont pas cotés sur des marchés actifs, l'évaluation à la valeur de marché est corrigée pour intégrer une décote prudentielle. De plus, les évaluations déterminées à partir de modèles internes font l'objet d'une décote (Reserve policy) déterminée en fonction de la complexité du modèle utilisé et de la durée de vie de l'instrument financier.

1.2. Recours à des estimations et au jugement. — Pour la préparation des comptes annuels de la banque Kolb, l'application des principes et méthodes comptables décrits dans les notes annexes conduit la Direction à formuler des hypothèses et à réaliser des estimations qui peuvent avoir une incidence sur les montants comptabilisés au compte de résultat, sur l'évaluation des actifs et passifs au bilan et sur les informations présentées dans les notes annexes qui s'y rapportent.

Pour réaliser ces estimations et émettre ces hypothèses, la Direction utilise les informations disponibles à la date d'établissement des comptes annuels et peut recourir à l'exercice de son jugement. Par nature, les évaluations fondées sur ces estimations comportent des risques et incertitudes quant à leur réalisation dans le futur, de sorte que les résultats futurs définitifs des opérations concernées pourront être différents de ces estimations et avoir alors une incidence significative sur les états financiers.

Le recours à des estimations concerne notamment les évaluations suivantes :

- la juste valeur au bilan des instruments financiers (titres et instruments dérivés) non cotés sur un marché actif et détenus dans le cadre d'activités de marché (cf. notes 2.1, 2.2 et 3.2) ;
- le montant des dépréciations des actifs financiers (Note 2.6), des immobilisations corporelles et incorporelles (cf. note 7.1) ;
- les provisions enregistrées au passif du bilan, dont les provisions sur avantages du personnel ainsi que les provisions pour litiges (cf. notes 2.6, 4.2 et 7.2) ;
- le montant des actifs d'impôts différés comptabilisés au bilan (cf. notes 5 et 3.2).

#### Note 2. — Instruments financiers.

##### 2.1. Portefeuille titres :

Principes comptables. — Les titres sont classés en fonction de :

- leur nature : effets publics (bons du Trésor et titres assimilés), obligations et autres titres à revenu fixe (titres de créances négociables et titres du marché interbancaire), actions et autres titres à revenu variable ;
- leur portefeuille de destination : transaction, placement, investissement, activités de portefeuille, participations, parts dans les entreprises liées et autres titres détenus à long terme, correspondant à l'objet économique de leur détention.

Les achats et les ventes de titres sont comptabilisés au bilan en date de règlement-livraison.

Pour chaque catégorie de portefeuille, les règles de classement et d'évaluation appliquées sont les suivantes. Les règles de dépréciation afférentes sont décrites dans la Note 2.6.

Titres de transaction. — Ce sont des titres qui, à l'origine, sont acquis ou vendus avec l'intention de les revendre ou de les racheter à court terme ou qui sont détenus dans le cadre d'une activité de mainteneur de marché. Ces titres sont négociables sur un marché actif et les prix de marché ainsi accessibles sont représentatifs de transactions réelles intervenant régulièrement sur le marché dans des conditions de concurrence normale.

Sont également classés en titres de transaction, les titres faisant l'objet d'un engagement de vente dans le cadre d'une opération d'arbitrage effectuée sur un marché d'instruments financiers organisé ou assimilé, et les titres acquis ou vendus dans le cadre d'une gestion spécialisée de portefeuille de transaction comprenant des instruments financiers à terme, des titres ou d'autres instruments financiers gérés ensemble et présentant des indications d'un profil récent de prise de bénéfices à court terme.

Les titres de transaction sont inscrits au bilan à leur prix d'acquisition, hors frais d'acquisition.

Ils font l'objet d'une évaluation sur la base de leur valeur de marché à la date de clôture de l'exercice.

Le solde des gains et pertes latents ainsi constaté, de même que le solde des gains et pertes réalisés sur cession des titres est porté au compte de résultat, dans la rubrique « Gains nets sur opérations liées aux portefeuilles de négociation, de placements et assimilés ». Les coupons encaissés sur les titres à revenu fixe du portefeuille de transaction sont classés dans le compte de résultat au sein de la rubrique « Produits nets d'intérêts relatifs aux obligations et autres titres à revenu fixe ».

Les titres de transaction qui ne sont plus détenus avec l'intention de les revendre à court terme, ou qui ne sont plus détenus dans le cadre d'une activité de mainteneur de marché ou pour lesquels la gestion spécialisée de portefeuille dans le cadre de laquelle ils sont détenus ne présente plus un profil récent de prise de bénéfices à court terme peuvent être transférés dans les catégories « Titres de placement » ou « Titres d'investissement » si :

- une situation exceptionnelle du marché nécessite un changement de stratégie de détention ;
- ou si les titres à revenu fixe ne sont plus, postérieurement à leur acquisition, négociables sur un marché actif et si la banque Kolb a l'intention et la capacité de les détenir dans un avenir prévisible ou jusqu'à leur échéance.

Les titres ainsi transférés sont inscrits dans leur nouvelle catégorie à leur valeur de marché à la date du transfert.

Titres de placement. — Ce sont les titres qui ne sont inscrits ni parmi les titres de transaction, ni parmi les titres d'investissement, ni parmi les autres titres détenus à long terme, les titres de participation et les parts dans les entreprises liées.

Actions et autres titres à revenu variable. — Les actions sont inscrites au bilan et à leur coût d'achat hors frais d'acquisition ou à leur valeur d'apport. A la clôture de l'exercice, elles sont évaluées par rapport à leur valeur probable de négociation et seules les moins-values latentes sont comptabilisées par l'inscription d'une dépréciation relative au portefeuille-titres. Les revenus de dividendes attachés aux actions classées en titres de placement sont portés au compte de résultat dans la rubrique « Revenus des titres à revenu variable ».

Obligations et autres titres à revenu fixe. — Ces titres sont inscrits au bilan à leur prix d'acquisition hors frais d'acquisition, et concernant les obligations, hors intérêts courus non échus à la date d'acquisition.

Les différences entre les prix d'acquisition et les valeurs de remboursement (primes si elles sont positives, décotes si elles sont négatives) sont enregistrées au compte de résultat sur la durée de vie des titres concernés. L'étalement de ces différences est réalisé en utilisant la méthode actuarielle.

Les intérêts courus à percevoir attachés aux obligations et autres titres à revenu fixe de placement sont portés dans un compte de créances rattachées en contrepartie de la rubrique « Produits nets d'intérêts relatifs aux obligations et autres titres à revenu fixe » du compte de résultat.

Les titres de placement peuvent être transférés dans la catégorie « Titres d'investissement » si :

- une situation exceptionnelle de marché nécessite un changement de stratégie de détention ;
- ou si les titres à revenu fixe ne sont plus, postérieurement à leur acquisition, négociables sur un marché actif et si la banque Kolb a l'intention et la capacité de les détenir dans un avenir prévisible ou jusqu'à leur échéance.

Titres d'investissement. — Les titres d'investissement sont les titres à revenu fixe assortis d'une échéance fixée qui ont été acquis ou reclassés de la catégorie titres de placement avec l'intention manifeste de les détenir jusqu'à l'échéance et pour lesquels la banque Kolb a la capacité de les détenir jusqu'à l'échéance, en disposant notamment de la capacité de financement nécessaire pour continuer à détenir ces titres jusqu'à leur échéance et en n'étant soumis à aucune contrainte existante juridique ou autre qui pourrait remettre en cause l'intention de détenir les titres d'investissement jusqu'à leur échéance.

Les titres d'investissement sont comptabilisés de manière identique aux titres de placement.

#### 2.1.1. Effets publics, obligations et autres titres à revenu fixe, actions et autres titres à revenu variable :

(En milliers d'Euros)	31/12/2017				31/12/2016			
	Effets publics et valeurs assimilés	Actions et autres titres à revenu variable	Obligations et autres titres à revenu fixe	Total	Effets publics et valeurs assimilés	Actions et autres titres à revenu variable	Obligations et autres titres à revenu fixe	Total
Portefeuille de transaction								
Portefeuille de placement (1)								
Montant brut		10		10		10		10
Dépréciations								
Montant net		10		10		10		10

Portefeuille d'investissement							
Montant brut							
Dépréciations							
Montant net							
Créances rattachées							
Total (2)		10		10		10	10

(1) Dont titres éligibles au refinancement auprès de la Banque de France  
(2) Dont obligations et autres titres à revenu fixe émis par des organismes publics (net de provisions et hors créances rattachées)

Informations complémentaires sur les services :

Portefeuille de placement (En milliers d'Euros)	31/12/2017	31/12/2016
Valeur estimée des titres de placement		
Plus-values latentes (1)		
Plus-values latentes sur les actions et autres titres à revenu variable	43	3
Plus-values latentes sur les obligations et autres titres à revenu fixe		
Montant des primes et décotes afférentes aux titres de placement à revenu fixe (hors titres douteux)		
Parts d'OPCVM détenues		
Montant des titres cotés sur effets publics et valeurs assimilés (net de provisions et hors créances rattachées)		
Montant des titres cotés sur actions et autres titres à revenu variable (net de provisions et hors créances rattachées)		
Montant des titres cotés sur obligations et autres titres à revenu fixe (net de provisions et hors créances rattachées)		
Montant des titres subordonnés (net de provisions et hors créances rattachées)		
(1) Ces montants ne tiennent pas compte des résultats latents afférents aux instruments financiers affectés en couverture des titres de placement		

Portefeuille d'investissement (En milliers d'Euros)	31/12/2017	31/12/2016
Valeur estimée des titres d'investissement		
Plus-values latentes		
Montant des primes et décotes afférentes aux titres d'investissement (hors titres douteux)		
Montant des titres cotés sur obligations et autres titres à revenu fixe (net de provisions et hors créances rattachées)		

Transfert de titres. — En 2016 et 2017, aucun transfert de titres n'a été fait d'un portefeuille à un autre.

#### 2.1.2 Titres de participation, parts dans les entreprises liées et autres titres détenus à long terme :

Principes comptables. — Il s'agit d'une part des « Titres de participation et parts dans les entreprises liées » dont la possession durable est estimée utile à l'activité de la Banque Kolb, et notamment ceux répondant aux critères suivants :

— titres de sociétés ayant des administrateurs ou des Dirigeants communs avec la Banque Kolb, dans des conditions qui permettent l'exercice d'une influence sur l'entreprise dont les titres sont détenus ;

— titres de sociétés appartenant à un même groupe contrôlé par des personnes physiques ou morales exerçant un contrôle sur l'ensemble et faisant prévaloir une unité de décision ;

— titres représentant plus de 10 % des droits dans le capital émis par un établissement de crédit ou par une société dont l'activité se situe dans le prolongement de celle de la Banque Kolb.

Il s'agit d'autre part des « Autres titres détenus à long terme », constitués par les investissements réalisés par la Banque Kolb, sous forme de titres, dans l'intention de favoriser le développement de relations professionnelles durables en créant un lien privilégié avec l'entreprise émettrice des titres, sans toutefois exercer une influence dans sa gestion en raison du faible pourcentage des droits de vote qu'ils représentent.

Les titres de participation, parts dans les entreprises liées et autres titres détenus à long terme sont comptabilisés à leur coût d'achat hors frais d'acquisition. Les revenus de dividendes attachés à ces titres sont portés au compte de résultat dans la rubrique « Revenus des titres à revenu variable ».

Participations et autres titres détenus à long terme (En milliers d'Euros)	31/12/2017	31/12/2016
Établissements de crédit	41	40
Cotés		
Non cotés	41	40
Autres	752	656
Cotés		
Non cotés	752	656
Total brut	793	696

Dépréciations	-5	-5
Total net	788	691
Au 31 décembre 2017, le montant des plus-values latentes nettes sur les participations et autres titres détenus à long terme est de 8 milliers d'euros		

## 2.1.3. Revenus des titres à revenu variable :

(En milliers d'Euros)	2017	2016
Dividendes sur actions et autres titres à revenu variable		
Dividendes sur titres de participation et autres titres à long terme		1
Total		1

## 2.1.4. Gains nets sur opérations liées aux portefeuilles de négociation, de placement et assimilés :

(En milliers d'Euros)	2017	2016
Résultat net sur portefeuille de négociation		
Résultat net des opérations sur titres de transaction		
Résultat sur instruments financiers à terme	3 536	4 051
Résultat net des opérations de change	1 500	1 033
Sous-total	5 036	5 084
Résultat net sur titres de placement		
Plus-values de cession		
Moins-values de cession		
Dotations aux dépréciations		
Reprises de dépréciations		
Sous-total		
Total net	5 036	5 084

## 2.1.5 Gains et pertes sur actifs immobilisés :

Principes comptables. — La rubrique « Gains ou pertes sur actifs immobilisés » regroupe les plus ou moins values de cession ainsi que les dotations nettes aux dépréciations sur titres de participation et parts dans les entreprises liées, autres titres détenus à long terme, titres d'investissement.

(En milliers d'Euros)	2017	2016
Titres d'investissement		
Titres de participation, parts dans les entreprises liées et autres titres détenus à long terme		
Plus-values de cession		
Moins-values de cession		
Dotations aux dépréciations		-1
Reprises de dépréciations		
Plus et moins-values sur immobilisation		
Total		-1

## 2.2 Opérations sur les instruments financiers à terme :

Principes comptables. — Les opérations portant sur des instruments financiers à terme de taux, de change ou d'actions sont conclus dans le cadre d'opérations de couverture ou de marché.

Les engagements nominaux sur les instruments financiers à terme sont présentés sous une ligne unique au hors-bilan qui représente le volume des opérations en cours. Il ne reflète ni le risque de marché, ni le risque de contrepartie qui leur sont associés. Les dérivés de crédit achetés à titre de couverture du risque de crédit sur des actifs financiers non évalués à leur valeur de marché sont quant à eux classés et traités comme des engagements de garanties reçus.

Plusieurs cas sont à distinguer en ce qui concerne la comptabilisation des résultats afférents aux instruments financiers à terme :

Opérations de couverture. — Les charges et produits relatifs aux instruments financiers à terme utilisés à titre de couverture, affectés à l'origine à un élément ou à un ensemble homogène d'éléments identifiés, sont constatés dans les résultats de manière symétrique à la prise en compte des produits et charges sur les éléments couverts.

S'ils concernent des instruments de taux d'intérêt, ils sont comptabilisés dans la même rubrique que les produits et charges sur les éléments couverts, en « Produits nets d'intérêts ». S'ils concernent des instruments autres que de taux, ils sont comptabilisés en « Gains nets sur opérations liées aux portefeuilles de négociation, de placements et assimilés » dans la rubrique « Résultat sur instruments financiers à terme ».

Les charges et produits relatifs aux instruments financiers à terme ayant pour objet de couvrir et de gérer un risque global de taux sont inscrits prorata temporis en compte de résultat. Ils sont inscrits en « Gains nets sur opérations liées aux portefeuilles de négociation, de placements et assimilés » dans la rubrique « Résultat sur instruments financiers à terme ».

Opérations en position ouverte. — Les charges et produits relatifs à ces contrats sont inscrits en compte de résultat prorata temporis. Ils sont inscrits en « Gains nets sur opérations liées aux portefeuilles de négociation, de placements et assimilés » dans la rubrique « Résultat sur instruments financiers à terme ». Les pertes latentes, déterminées par comparaison entre la valeur comptable et la valeur de marché, sont provisionnées. Les gains latents ne sont pas comptabilisés.

## 2.2.1 Engagements sur instruments financiers :

(En milliers d'euros)	Transaction	Spéculation	Macro couverture	Micro couverture	Total 31/12/2017	Total 31/12/2016
Catégories de contrat selon le règlement CRB 90/15	D	A	C	B		
Opérations fermes						
Opérations sur marchés organisés						
Contrats à terme de taux d'intérêts						
Contrats à terme de change						
Autres contrats à terme						
Opérations de gré à gré						
Swaps de taux d'intérêts		66 356	925 300		991 656	840 269
Autres						
Opérations conditionnelles						
Options de taux d'intérêts		36 000	20 000		56 000	51 825
Options de change				11 673	11 673	126 641
Autres options				87 888	87 888	
Total		102 356	945 300	99 561	1 147 217	1 018 735

## 2.2.2 Juste valeur des opérations qualifiées de couverture :

(En milliers d'Euros)	31/12/2017
Opérations fermes	
Opérations sur marchés organisés	
Contrats à terme de taux d'intérêts	
Contrats à terme de change	
Autres contrats à terme	
Opérations de gré à gré	
Swaps de taux d'intérêts	26 323
Autres	
Opérations conditionnelles	
Options de taux d'intérêts	9
Options de change	5
Autres options	
Total	26 337

## 2.2.3 Échéances des engagements sur instruments financiers dérivés (notionnels) :

(En milliers d'euros)	Durées restant à courir au 31 Décembre 2017				
	Moins de 3 mois	3 mois à 1 an	1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Instruments financiers à terme					
Opérations de microcouverture	10 926		42 275	46 360	99 561
Opérations de macrocouverture	20 000	199 800	404 700	320 800	945 300
Opérations de gestion de positions	7 410	19 179	69 249	6 518	102 356
Total	38 336	218 979	516 224	373 678	1 147 217

2.3. Prêts et créances. — Les créances sur les établissements de crédit et la clientèle sont ventilées d'après leur durée initiale ou la nature des concours : créances à vue (comptes ordinaires et opérations au jour le jour) et créances à terme pour les établissements de crédit, créances commerciales, comptes ordinaires et autres concours à la clientèle. Ces créances intègrent les crédits consentis ainsi que les opérations de pensions, matérialisées par des titres ou des valeurs, effectuées avec ces agents économiques.

Les intérêts courus non échus sur les créances sont portés en comptes de créances rattachées en contrepartie du compte de résultat dans la rubrique « Produits et charges d'intérêts et assimilés ».

Les intérêts sur créances douteuses sont calculés en prenant en compte la valeur nette comptable actualisée de la créance.

Les commissions reçues et les coûts marginaux de transaction encourus à l'occasion de l'octroi de prêts sont assimilés à des intérêts et sont étalés en résultat sur la durée de vie effective des prêts.

Les garanties données d'ordre de la clientèle ou des établissements de crédit sont enregistrées en hors-bilan à hauteur des engagements.

Les engagements par signature comptabilisés au hors-bilan correspondent à des engagements irrévocables de concours en trésorerie et à des engagements de garantie qui n'ont pas donné lieu à des mouvements de fonds. Si nécessaire, ces garanties et engagements de financement font l'objet de provisions.

Dès lors qu'un engagement est porteur d'un risque de crédit avéré, rendant probable la non-perception par la Banque Kolb de tout ou partie des sommes dues au titre des engagements souscrits par la contrepartie, conformément aux dispositions contractuelles initiales, nonobstant l'existence de garantie, l'encours afférent est classé en encours douteux. En tout état de cause, le déclassement des crédits en encours douteux est effectué s'il

existe un ou plusieurs impayés depuis trois mois au moins (six mois pour les créances immobilières et neuf mois pour les créances sur des collectivités locales) ou si, indépendamment de l'existence de tout impayé, on peut conclure à l'existence d'un risque avéré, ou s'il existe des procédures contentieuses. Les découverts non autorisés sont qualifiés d'encours douteux au plus tard à l'issue d'une période de trois mois de dépassement continu des limites portées à la connaissance de la clientèle de particuliers et des limites résultant de convention de droit ou de fait avec les autres catégories de clientèles.

Pour un débiteur donné, le classement d'un encours en créances douteuses entraîne, par « contagion », un classement identique de l'ensemble des encours et engagements sur ce débiteur, nonobstant l'existence de garanties.

Les encours douteux donnent lieu à la constitution de dépréciations pour créances douteuses ou de provisions sur engagements douteux à hauteur des pertes probables (cf. Note 2.6).

Restructurations de prêts et créances. — Une restructuration pour difficultés financières d'un actif financier classé dans les catégories « Créances sur les établissements de crédit » ou « Créances sur la clientèle » est une modification contractuelle du montant, de la durée ou des conditions financières de la transaction initiale acceptée par la banque Kolb en raison des difficultés financières et de l'insolvabilité de l'emprunteur (que cette insolvabilité soit avérée ou à venir de façon certaine en l'absence de restructuration) et qui n'aurait pas été envisagée dans d'autres circonstances. Les actifs financiers ainsi restructurés sont classés en encours dépréciés et les clients emprunteurs sont considérés en défaut. Ces classements sont maintenus pendant une période minimale d'un an et au-delà tant que la banque Kolb a une incertitude sur la capacité des emprunteurs à honorer leurs engagements.

Les prêts et créances peuvent faire l'objet de renégociations commerciales en l'absence de toute difficulté financière ou insolvabilité du client emprunteur. Ces opérations concernent alors des clients pour lesquels la banque Kolb accepte de renégocier la dette dans le but de conserver ou de développer une relation commerciale, dans le respect des règles d'octroi en vigueur et sans aucun abandon de capital ou d'intérêts courus. Les prêts et créances ainsi renégociés sont décomptabilisés en date de renégociation et les nouveaux prêts, contractualisés aux conditions ainsi renégociées, leur sont substitués au bilan à cette même date.

### 2.3.1. Caisse, banques centrales et comptes courants postaux :

(En milliers d'Euros)	31/12/2017	31/12/2016
Caisse	6 407	7 706
Banques centrales	7 141	10 455
Comptes courants postaux		
Total	13 548	18 161

### 2.3.2 Créances sur les établissements de crédit :

(En milliers d'Euros)	31/12/2017	31/12/2016
Comptes et prêts à vue		
Comptes ordinaires	62 506	66 838
Prêts et comptes au jour le jour		
Comptes et prêts à terme		
Prêts et comptes à terme	450 514	249 466
Prêts subordonnés et participatifs		
Valeurs reçues en pension à terme		
Créances rattachées	1 088	704
Total brut (1) (2) (3)	514 108	317 008
Dépréciations		
Total net	514 108	317 008
(1) Dont créances douteuses		
(2) Dont créances douteuses compromises		
(3) Dont opérations avec le Crédit du Nord	317 263	247 201

### 2.3.3 Opérations avec la clientèle :

(En milliers d'Euros)	31/12/2017	31/12/2016
Créances commerciales	49 743	43 007
Autres concours à la clientèle	1 498 167	1 376 687
Crédits de trésorerie	253 239	214 853
Crédits à l'exportation	3 018	1 332
Crédits d'équipement	343 753	284 243
Crédits à l'habitat	809 299	779 487
Autres crédits à la clientèle	88 858	96 772
Comptes ordinaires débiteurs	88 276	95 724
Créances rattachées	2 614	3 151
Total brut (1) (2) (3) (4) (5) (6)	1 638 800	1 518 569
Dépréciations	-64 642	-67 623
Total net	1 574 158	1 450 946
(1) Dont créances saines (hors créances rattachées)	1 529	1 399



Sociétés et entrepreneurs individuels	783	681
Particuliers	742	714
Clientèle financière		
Autres	4	4
(2) Dont créances douteuses (hors créances rattachées)	30	40
Sociétés et entrepreneurs individuels	22	31
Particuliers	8	9
Clientèle financière		
Autres		
(3) Dont créances douteuses compromises	77	77
Sociétés et entrepreneurs individuels	66	66
Particuliers	11	11
Clientèle financière		
Autres		
(4) Dont créances remises en garantie de passif	396	261
(5) Dont créances éligibles au refinancement de la Banque de France		
(6) Dont opérations avec le Crédit du Nord		

Les encours bruts de crédits restructurés s'élèvent à 3 776 milliers d'euros au 31 décembre 2017

#### 2.3.4 Engagements par signature donnés :

(En milliers d'Euros)	31/12/2017	31/12/2016
Engagements donnés		
Engagements de financement		
En faveur d'établissements de crédit		
En faveur de la clientèle	88 944	90 298
Sous-total (1)	88 944	90 298
Engagements de garantie		
D'ordre d'établissements de crédit		
D'ordre de la clientèle	327 409	317 567
Sous-total (2)	327 409	317 567
Total	416 353	407 865
(1) Dont opérations avec le Crédit du Nord		
(2) Dont opérations avec le Crédit du Nord		

2.4 Dettes. — Les dettes envers les établissements de crédit et la clientèle sont ventilées d'après leur durée initiale ou la nature de ces dettes : dettes à vue (dépôts à vue, comptes ordinaires) et dettes à terme pour les établissements de crédit, comptes d'épargne à régime spécial et autres dépôts pour la clientèle.

Ces dettes intègrent les opérations de pensions, matérialisées par des titres ou des valeurs, effectuées avec ces agents économiques.

Les intérêts courus sur ces dettes sont portés en comptes de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

#### 2.4.1. Dettes envers les établissements de crédit :

(En milliers d'Euros)	31/12/2017	31/12/2016
Dettes à vue		
Dépôts et comptes ordinaires	6 592	11 208
Dettes rattachées		
Sous-total	6 592	11 208
Dettes à terme		
Emprunts et comptes à terme	667 460	363 829
Dettes rattachées	324	364
Sous-total	667 784	364 193
Total (1)	674 376	375 401
(1) Dont opérations avec le Crédit du Nord	667 824	364 223

#### 2.4.2 Opérations avec la clientèle :

(En milliers d'Euros)	31/12/2017	31/12/2016
Comptes d'épargne à régime spécial		

A vue	257 618	267 517
A terme	83 684	79 758
Sous-total	341 302	347 275
Autres dépôts clientèle à vue		
Sociétés et entrepreneurs individuels	583 494	526 265
Particuliers	200 209	178 225
Clientèle financière		
Autres	31 019	27 047
Sous-total	814 722	731 537
Autres dépôts clientèle à terme		
Sociétés et entrepreneurs individuels	159 888	224 714
Particuliers (1)	2 399	2 822
Clientèle financière		
Autres	6 189	6 383
Sous-total	168 476	233 919
Dettes rattachées	747	661
Total	1 325 247	1 313 392
Titres donnés en pension à la clientèle		
Total (2)	1 325 247	1 313 392
(1) Dont dépôts de garantie	74	64
(2) Dont opérations avec le Crédit du Nord		

2.4.3. Dettes représentées par un titre. — Les dettes représentées par un titre sont ventilées par support : bons de caisse, titres du marché interbancaire et titres de créances négociables, titres obligataires et assimilés, à l'exclusion des titres subordonnés classés parmi les dettes subordonnées.

Les intérêts courus à verser attachés à ces titres sont portés dans un compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat. Les primes d'émission ou de remboursement des emprunts obligataires sont amorties de manière linéaire ou financière sur la durée de vie des emprunts concernés. La charge correspondante est inscrite en charges d'intérêts dans la rubrique « Produits nets d'intérêts relatifs aux obligations et autres titres à revenu fixe » du compte de résultat.

Les frais d'émission d'emprunts obligataires encourus dans l'exercice sont enregistrés en totalité dans les charges de ce même exercice, dans la rubrique « Produits nets d'intérêts relatifs aux obligations et autres titres à revenu fixe » du compte de résultat.

(En milliers d'Euros)	31/12/2017	31/12/2016
Bons de caisse		49
Emprunts obligataires		
Dettes rattachées		
Sous-total		49
Titres du marché interbancaire et titres de créances négociables		
Dettes rattachées		
Sous-total		
Total		49

Solde débiteur non amorti des primes d'émission de ces dettes représentées par un titre

2.4.4. Engagements par signature reçus :

(En milliers d'Euros)	31/12/2017	31/12/2016
Engagements reçus		
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit (1)	162 195	156 889
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit (2)	596 437	585 761
Total	758 632	742 650
(1) Dont opérations avec le Crédit du Nord		
(2) Dont opérations avec le Crédit du Nord	115	115

2.5 Produits et charges d'intérêts. — Les produits et charges d'intérêts sont comptabilisés dans le compte de résultat en « Intérêts et produits assimilés » et « Intérêts et charges assimilées » pour tous les instruments financiers évalués au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif.

Le taux d'intérêt effectif est le taux qui actualise exactement les décaissements ou encaissements de trésorerie futurs sur la durée de vie prévue de l'instrument financier de manière à obtenir la valeur comptable nette de l'actif ou du passif financier. Le calcul de ce taux prend en considération les flux de trésorerie estimés sur la base des modalités contractuelles de l'instrument financier sans tenir compte des pertes sur crédit futures et il inclut par ailleurs les commissions payées ou reçues entre les parties au contrat dès lors qu'elles sont assimilables à des intérêts, les coûts de transaction directement rattachables ainsi que toutes les primes et décotes.

Dès qu'un actif financier ou un groupe d'actifs financiers similaires a été déprécié à la suite d'une perte de valeur, les produits d'intérêts ultérieurs sont comptabilisés sur la base du taux d'intérêt effectif utilisé pour actualiser les flux de trésorerie futurs en vue d'évaluer la perte de valeur.

Par ailleurs, hormis celles relatives aux avantages du personnel, les provisions inscrites au passif du bilan génèrent comptablement des charges d'intérêts calculées sur la base du taux d'intérêt utilisé pour actualiser le montant attendu de la sortie de ressources.

(En milliers d'euros)	2017			2016		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Opérations avec les établissements de crédit	1 424	-873	551	1 408	-1 388	20
Opérations avec les banques centrales, les comptes courants postaux et les établissements de crédit	1 424	-873	551	1 408	-1 388	20
Titres et valeurs reçus en pension						
Opérations avec la clientèle	34 971	-3 944	31 027	39 306	-4 780	34 526
Créances commerciales	791		791	819		819
Autres concours à la clientèle (1)	31 219		31 219	35 388		35 388
Comptes ordinaires débiteurs	2 961		2 961	3 099		3 099
Comptes d'épargne à régime spécial		-2 476	-2 476		-2 892	-2 892
Autres dettes envers la clientèle		-1 467	-1 467		-1 888	-1 888
Titres et valeurs reçus/donnés en pension						
Obligations et autres titres à revenu fixe					-17	-17
Autres produits d'intérêts et charges assimilées	843	-1	842	965	-2	963
Total produits / charges d'intérêts	37 238	-4 818	32 420	41 679	-6 187	35 492

(1) Le détail des autres concours à la clientèle se décompose comme suit :

(En milliers d'Euros)	2017	2016
Crédits de trésorerie	6 387	6 817
Crédits à l'exportation	90	60
Crédits d'équipement	6 901	7 505
Crédits à l'habitat	16 461	19 835
Autres crédits à la clientèle	1 380	1 171
Total	31 219	35 388

## 2.6 Dépréciations et provisions :

### 2.6.1 Dépréciations. — Les dépréciations comprennent les dépréciations d'actifs et les dépréciations de titres.

**Dépréciation d'actifs.** — Les encours douteux et douteux compromis donnent lieu à constitution de dépréciations pour créances douteuses et douteuses compromises à hauteur des pertes probables, inscrites directement en minoration d'actif. Le montant de la dépréciation pour créances douteuses et douteuses compromises est égal à la différence entre la valeur brute comptable de l'actif et la valeur actualisée des flux futurs de trésorerie estimés recouvrables en tenant compte de l'effet des garanties, actualisée au taux d'intérêt effectif d'origine des créances. Les montants recouvrables sont déterminés à dire d'expert pour le portefeuille non retail et selon une méthode statistique pour le portefeuille retail (particuliers et professionnels).

La répartition dans le temps des montants recouvrables suit des courbes de recouvrement établies statistiquement par groupe homogène de créances. Par ailleurs, le montant de dépréciations ne peut être inférieur aux intérêts enregistrés sur les encours douteux et non encaissés. Les dotations et reprises de dépréciations, les pertes sur créances irrécouvrables et les récupérations sur créances amorties sont présentées en « Coût du risque ».

Pour les encours restructurés, tout abandon de principal ou d'intérêt, échu ou couru, est constaté en perte lors de la restructuration.

Les créances douteuses peuvent être reclassées en encours sains lorsque le risque de crédit avéré est définitivement levé et lorsque les paiements ont repris de manière régulière pour les montants correspondant aux échéances contractuelles d'origine. De même, les créances douteuses ayant fait l'objet d'une restructuration peuvent être reclassées en encours sains.

Lorsque les conditions de solvabilité d'un débiteur sont telles qu'après une durée raisonnable de classement dans les encours douteux, le reclassement d'une créance en encours sain n'est plus prévisible, cette créance est spécifiquement identifiée comme encours douteux compromis.

Cette identification intervient à la échéance du terme ou à la résiliation du contrat, et, en tout état de cause, un an après la classification en encours douteux, à l'exception des créances douteuses pour lesquelles les clauses contractuelles sont respectées et de celles assorties de garanties permettant leur recouvrement. Sont également considérées comme créances douteuses compromises les créances restructurées pour lesquelles le débiteur n'a pas respecté les échéances fixées.

**Segmentation des encours.** — Dans le cadre de la segmentation des encours (sains, sains sous surveillance, douteux, douteux compromis, irrécouvrables), l'utilisation faite de système de notations externes et / ou internes est la suivante :

— notations externes : pour une contrepartie, une notation Banque de France (BDF) 8 ou 9 induit obligatoirement un déclassement en douteux, une note P un déclassement en douteux compromis.

— notations internes : pour le retail, il existe une note propre au défaut. Pour le corporate, chaque catégorie de dossiers en défaut a une notation qui lui est propre (8 pour le douteux, 9 pour le compromis non contentieux et 10 pour le contentieux). Les dossiers sains notés 7 sur le corporate sont décodifiés en 3S (de même depuis 2013, une décision de décodification en 3S entraîne l'attribution d'une Note 7).

Les notes BDF sont également utilisées dans les procédures de suivi des risques pour sélectionner des dossiers sains qui doivent prioritairement faire l'objet d'une revue risque.

**Sains sous surveillance (« 3S »).** — La banque Kolb a créé, au sein de la classe de risque des « Sains », une subdivision intitulée « Sains sous surveillance » justifiant une surveillance rapprochée qui comprend des dossiers présentant des critères de dégradation du risque depuis l'octroi.

Une étude réalisée sur l'historique a permis de déterminer des taux moyens de déclassement en douteux et de dépréciation, régulièrement réactualisés. C'est à partir de ces taux appliqués à un ensemble de créances sélectionnées de manière homogène que cette dépréciation est calculée.

**Dépréciation sectorielle pour risque de crédit.** — Ces dépréciations, qui ne sont pas individualisées par dossier, couvrent plusieurs natures de risques, dont le risque sectoriel régional (risque global sur des secteurs de l'économie régionale fragilisés par une conjoncture défavorable spécifique). La Direction des Risques du Groupe Crédit du Nord répertorie régulièrement les secteurs d'activité pour lesquels il existe un risque avéré de défaut à court terme, compte tenu d'événements nouveaux de nature à les fragiliser durablement. Un taux de passage en douteux est alors appliqué aux encours ainsi répertoriés pour déterminer le volume des créances douteuses. L'encours global de ces créances est ensuite déprécié à partir de taux de dépréciation, qui sont déterminés en fonction des taux moyens historiques des clients douteux, ajustés à dire d'expert pour chaque secteur d'activité en fonction de la conjoncture sectorielle.

**Réduction des risques.** — Les garanties existantes et celles à constituer sont répertoriées dans une base des sûretés. Les informations contenues dans cette base sont utilisées pour les décisions de crédit et le calcul des provisions sur les dossiers douteux.

**Provisionnement statistique.** — Description et principes de fonctionnement du modèle. — Le Crédit du Nord a recours à une méthode statistique pour le provisionnement des crédits en défaut de son portefeuille « retail » (marchés des particuliers et des professionnels). Sur ces marchés, le recours à un modèle statistique pour le provisionnement de ces créances se justifie par la volumétrie importante de créances présentant des montants unitaires faibles.

Les crédits sont regroupés en six classes d'actifs homogènes en matière de risque, définies à partir des classes d'actifs bâloises :

- Crédits immobiliers des particuliers et SCI patrimoniales
- Crédits renouvelables des particuliers
- Crédits à la consommation des particuliers
- Comptes courants et découverts des particuliers et SCI patrimoniales
- Crédits moyen/long terme des professionnels et SCI
- Crédits court terme des professionnels et SCI commerciales

Les créances les plus significatives lors de leur entrée en défaut sont exclues de ce dispositif de provisionnement statistique au profit d'une dépréciation déterminée à dire d'expert. Les créances dépréciées à dire d'expert sont identifiées en appliquant des seuils opérationnels définis au niveau de chaque classe d'actif. Elles représentent de l'ordre de 1% de l'ensemble des créances « retail » en défaut.

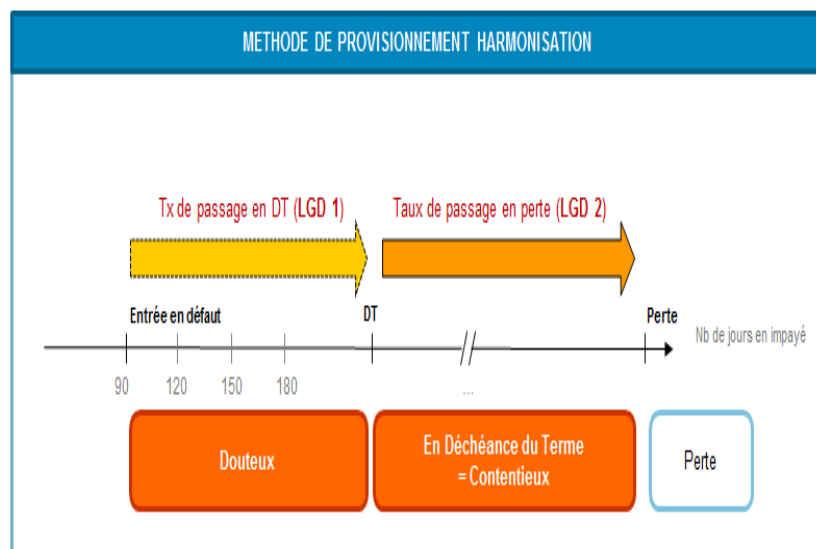
Les crédits immobiliers cautionnés par Crédit Logement et les engagements par signature sont exclus du dispositif de provisionnement statistique et ne font donc pas l'objet d'une dotation de provision. Cette absence de provision est justifiée dans le premier cas par la prise en charge par Crédit Logement de l'intégralité des pertes en cas de défaut et dans le deuxième cas par le caractère exceptionnel des pertes constatées pour cette typologie d'engagement hors bilan.

Le modèle de provisionnement statistique s'applique au portefeuille en défaut (crédits douteux et contentieux). Les paramètres de provisionnement sont déterminés par l'observation du passé et sont :

- la probabilité de passage de douteux en contentieux (LGD1),
- le taux de perte lorsque le dossier est contentieux (LGD2).

Ces taux sont déterminés par classes d'actifs homogènes et tiennent compte de l'ancienneté des crédits dans le statut douteux ou contentieux.

**Calcul des dépréciations sur les encours douteux.** — Le taux de dépréciation sur les créances douteuses est calculé, par classe d'actifs homogènes, par le produit des taux LGD1 et LGD2.



**Calcul des dépréciations sur les encours contentieux.** — Le taux de dépréciation sur les créances contentieuses correspond au taux LGD2, qui est distinct en fonction de la classe d'actif homogène à laquelle appartient la créance.

Les classes d'actifs homogènes des créances contentieuses sont découpées en générations trimestrielles d'entrée au contentieux, chacune faisant l'objet d'un taux de perte différent. Pour chaque génération, le taux LGD2 est calculé à partir des recouvrements et pertes observés par trimestre d'historique. Le nombre de trimestres sur lesquels ces recouvrements sont observés peut atteindre jusqu'à 50 trimestres.

**Mise à jour des paramètres utilisés dans le modèle statistique.** — Les recouvrements réellement observés sur l'exercice sont comparés avec les recouvrements prévus par le modèle afin d'apprécier son caractère prédictif.

Les paramètres utilisés dans le modèle de provisionnement statistique sont mis à jour deux fois par an pour tenir compte des tendances récentes en matière de recouvrement.

**Dépréciation de titres :**

Titres de placement. — Actions et autres titres à revenu variable : À la clôture de l'exercice, les actions sont évaluées par rapport à leur valeur probable de négociation. Dans le cas des titres cotés, celle-ci est déterminée en fonction du cours de Bourse le plus récent. Aucune compensation n'est opérée entre les plus et moins-values latentes ainsi constatées, et seules les moins-values latentes sont comptabilisées par l'inscription d'une dépréciation relative au portefeuille-titres.

Obligations et autres titres à revenu fixe. — À la clôture de l'exercice, les titres sont estimés sur la base de leur valeur probable de négociation et, dans le cas des titres cotés, des cours de Bourse les plus récents. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées et les moins-values latentes donnent lieu à la constitution d'une dépréciation relative au portefeuille-titres, dont le calcul tient compte des gains provenant des éventuelles opérations de couverture effectuées.

Les dotations et reprises de dépréciations ainsi que les plus ou moins-values de cession des titres de placement sont enregistrées dans la rubrique « Gains nets sur opérations liées aux portefeuilles de négociation, de placement et assimilés » du compte de résultat.

Titres d'investissement. — A la clôture de l'exercice, les moins-values latentes ne donnent pas lieu à la constitution d'une dépréciation relative au portefeuille-titres, sauf s'il existe une forte probabilité de cession des titres à court terme, ou s'il existe des risques de défaillance de l'émetteur des titres.

Les dotations et reprises de dépréciations ainsi que les plus ou moins-values de cession de titres d'investissement sont enregistrées dans la rubrique « Gains nets sur actifs immobilisés » du compte de résultat.

Titres de participation et parts dans les entreprises liées. — À la clôture de l'exercice, les titres de participation et parts dans les entreprises liées sont évalués à leur valeur d'utilité représentative du prix que la société accepterait de décaisser pour obtenir ces titres si elle avait à les acquérir compte tenu de son objectif de détention. Cette valeur est estimée par référence à différents critères tels que les capitaux propres, la rentabilité, les cours moyens de Bourse des trois derniers mois. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées et les moins-values latentes donnent lieu à la constitution d'une dépréciation relative au portefeuille-titres. Les dotations et reprises de dépréciations ainsi que les plus ou moins-values de cession de ces titres, incluant les résultats dégagés lors de l'apport de ces titres à des offres publiques d'échange, sont comptabilisées dans la rubrique « Gains nets sur actifs immobilisés ».

(En milliers d'Euros)		31/12/2017	31/12/2016
Dépréciations d'actifs			
Établissements de crédit			
Crédits à la clientèle		64 642	67 623
Sous-total (1)		64 642	67 623
Dépréciation de titres			
Stock global de dépréciations		64 642	67 623
(1) La variation du stock de dépréciations (hors titres) s'analyse comme suit :			

(En milliers d'Euros)	Stock au 31/12/2016	Dotations		Reprises / utilisations		Autres mouvements		Stock au 31/12/2017
		par coût du risque	par autres soldes du compte de résultat	par coût du risque	par autres soldes du compte de résultat	variations de périmètre	variations de taux de change	
Dépréciations sur créances douteuses								
Établissements de crédit								
Crédits à la clientèle	8 155	4 472		-7 751				4 876
Dépréciations sur créances douteuses compromises								
Établissements de crédit								
Crédits à la clientèle	59 468	10 474		-10 176				59 766
Total	67 623	14 946		-17 927				64 642

2.6.2 Provisions. — Les provisions concernent :

— les provisions concernant des engagements par signature ;

— les provisions pour risques divers et litiges.

Les provisions relatives aux engagements pour signature et pour risques divers sont déterminées à dire d'expert.

Les provisions pour litiges font l'objet d'une actualisation en fonction du montant et de la date prévisible de paiement déterminés à dire d'expert.

Les provisions pour risques divers représentent des passifs dont l'échéance ou le montant ne sont pas fixés de façon précise. Leur constitution est subordonnée à l'existence d'une obligation à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

Les informations relatives à la nature et au montant des risques concernés ne sont pas fournies dès lors que la Banque Kolb estime qu'elles pourraient lui causer un préjudice sérieux dans un litige l'opposant à des tiers sur le sujet faisant l'objet de la provision.

Les dotations nettes aux provisions sont classées par nature dans les rubriques de compte de résultat correspondantes.

(En milliers d'euros)		31/12/2017	31/12/2016
Provisions			
Provisions sur engagements hors-bilan		5 452	5 785

Provisions sectorielles et autres	5 890	5 570
Provisions pour risques et charges	2 261	2 481
Stock de provisions (1)	13 603	13 836
(1) La variation du stock de provisions s'analyse comme suit :		

(En milliers d'Euros)	Stock au 31/12/2016	Dotations		Reprises / utilisations		Autres mouvements		Stock au 31/12/2017
		par coût du risque	par autres soldes du compte de résultat	par coût du risque	par autres soldes du compte de résultat	variations de périmètre	variations de taux de change	
Provisions sur engagements hors-bilan	5 785	1 273		-1 606				5 452
Provisions sectorielles et autres (*)	5 570	340		-20				5 890
Provisions pour litiges avec la clientèle	1 443		84	-181	-26			1 320
Provisions sur instruments financiers à terme								
Autres provisions pour risques et charges (**)	1 038		13	-50	-60			941
Total	13 836	1 613	97	-1 857	-86			13 603

(\*) Dépréciations effectuées de façon statistique sur la base de portefeuilles homogènes (dépréciations des dossiers 3S et sectorielles pour risque de crédit)

(\*\*) Ce poste est principalement constitué des provisions PEL / CEL dont les reprises nettes s'élèvent à + 60 milliers d'euros en 2017 (cf. Note 2.6.3).

2.6.3 Engagements sur les contrats d'épargne logements. — Les comptes et les plans d'épargne-logement proposés à la clientèle de particuliers (personnes physiques) dans le cadre de la loi n° 65-554 du 10 juillet 1965 associent une phase de collecte de ressources sous forme d'épargne rémunérée et une phase d'emploi de ces ressources sous forme de prêts immobiliers, cette dernière phase étant réglementairement conditionnée, et dès lors indissociable, de la phase de collecte. Les dépôts ainsi collectés et les prêts accordés sont enregistrés au coût amorti.

Ces instruments génèrent pour la Banque Kolb des engagements de deux natures : une obligation de prêter au client dans le futur à un taux déterminé fixé à l'ouverture du contrat et une obligation de rémunérer l'épargne dans le futur à un taux fixé à l'ouverture du contrat pour une durée indéterminée.

Les engagements aux conséquences défavorables pour la Banque Kolb font l'objet de provisions présentées au passif du bilan et dont les variations sont enregistrées en « Produit net bancaire » au sein de la marge d'intérêt. Ces provisions ne sont relatives qu'aux seuls engagements liés aux comptes et plans d'épargne-logement existant à la date de calcul de la provision.

Les provisions sont calculées sur chaque génération de plans d'épargne-logement d'une part, sans compensation entre les engagements relatifs à des générations différentes de plans d'épargne logement, et sur l'ensemble des comptes d'épargne-logement qui constitue une seule et même génération d'autre part.

Sur la phase d'épargne, les engagements provisionnables sont évalués par différence entre les encours d'épargne moyens attendus et les encours d'épargne minimum attendus, ces deux encours étant déterminés statistiquement en tenant compte des observations historiques des comportements effectifs des clients.

Sur la phase crédit, les engagements provisionnables incluent les encours de crédits déjà réalisés mais non encore échus à la date d'arrêté ainsi que les crédits futurs considérés comme statistiquement probables sur la base des encours (de dépôts) au bilan à la date de calcul d'une part et des observations historiques des comportements effectifs des clients d'autre part.

Une provision est constituée dès lors que les résultats futurs prévisionnels actualisés sont négatifs pour une génération donnée. Ces résultats sont mesurés par référence aux taux offerts à la clientèle particulière pour des instruments d'épargne et de financement équivalents, en cohérence avec la durée de vie estimée des encours et leur date de mise en place.

A. Encours de dépôts collectés au titre des comptes et plans d'épargne-logement :

(En milliers d'Euros)	31/12/2017	31/12/2016
Plans d'épargne-logement (PEL)		
Ancienneté de moins de 4 ans	24 988	29 609
Ancienneté comprise entre 4 et 10 ans	30 331	22 960
Ancienneté de plus de 10 ans	15 839	15 624
Sous-total	71 158	68 193
Comptes d'épargne-logement (CEL)	7 601	7 678
Total	78 759	75 871

B. Encours de crédits à l'habitat octroyés au titre des comptes et plans d'épargne-logement :

(En milliers d'Euros)	31/12/2017	31/12/2016
Ancienneté de moins de 4 ans	23	123

Ancienneté comprise entre 4 et 10 ans	305	424
Ancienneté de plus de 10 ans	17	25
Total	345	572

## C. Provisions sur engagements liés aux comptes et plans d'épargne-logement (1) :

(En milliers d'euros)	31/12/2017	31/12/2016
Plans d'épargne-logement (PEL)		
Ancienneté de moins de 4 ans	70	69
Ancienneté comprise entre 4 et 10 ans	110	73
Ancienneté de plus de 10 ans	460	557
Sous-total	640	699
Comptes d'épargne-logement (CEL)	10	11
Prêts tirés	10	10
Total	660	720

(1) Ces provisions sont comptabilisées dans les provisions pour risques et charges (cf. Note 2.6.2).

## D. Modalités de détermination des paramètres d'évaluation des provisions :

Les paramètres d'estimation des comportements futurs des clients résultent d'observations historiques de longue période (plus de 10 ans). La valeur des paramètres ainsi déterminée peut être ajustée en cas de changement de réglementation dès lors que ce dernier peut remettre en question la capacité prédictive des données passées pour déterminer les comportements futurs des clients.

Les valeurs des différents paramètres de marché utilisés, notamment les taux d'intérêt et les marges, sont déterminées à partir des données observables. Elles représentent, à date d'évaluation, la meilleure estimation retenue par la Banque Kolb des niveaux futurs de ces éléments pour les périodes concernées, en cohérence avec la politique de gestion des risques de taux d'intérêt de la banque de détail.

Les taux d'actualisation retenus sont déduits de la courbe des swaps zéro coupon contre Euribor à la date d'évaluation, moyennés sur une période de douze mois.

2.6.4 Coût du risque. — Le contenu de la rubrique « Coût du risque » comprend les dotations nettes des reprises aux dépréciations et provisions pour risque de crédit, les pertes sur créances irrécouvrables et les récupérations sur créances amorties ainsi que les dotations et reprises de provisions pour autres risques.

(En milliers d'Euros)	2017	2016
Risque de contrepartie		
Dotations aux provisions et aux dépréciations	-16 559	-17 701
Pertes non couvertes	-1 222	-2 284
Pertes couvertes	-5 052	-8 381
Reprises de dépréciations et de provisions (y compris utilisations)	19 604	24 267
Récupérations sur créances amorties	315	59
Sous-total	-2 914	-4 040
Autres risques		
Dotations aux provisions sur litiges		-377
Pertes non couvertes par des provisions sur litiges	-4	-31
Pertes couvertes par des provisions sur litiges	-32	-603
Reprises de provisions sur litiges (y compris utilisations de provisions)	180	1 083
Récupérations sur créances amorties		
Sous-total	144	72
Total	-2 770	-3 968

## Note 3. – Autres activités.

3.1. Produits nets des commissions sur prestations de services. — La Banque Kolb enregistre en résultat les produits et charges de commissions sur prestations de services en fonction de la nature des prestations auxquelles elles se rapportent.

Les commissions rémunérant des services continus, telles que certaines commissions sur moyens de paiement, les droits de garde sur titres en dépôt, ou les commissions sur abonnements télématiques, sont étalées en résultat sur la durée de la prestation fournie.

Les commissions rémunérant des services ponctuels, telles que les commissions sur mouvements de fonds, les commissions d'apport reçues, ou les pénalités sur incidents de paiement, sont intégralement enregistrées en résultat quand la prestation est réalisée.

(En milliers d'Euros)	2017			2016		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Opérations avec les établissements de crédit	354		354	170		170
Opérations avec la clientèle	24 272		24 272	23 609		23 609
Opérations sur titres						
Opérations de change	73		73	80		80

Engagements de financement et de garantie	2 140	-1 296	844	2 161	-1 023	1 138
Prestations de services et autres	10 087	-3 211	6 876	9 328	-2 796	6 532
Total net	36 926	-4 507	32 419	35 348	-3 819	31 529

3.2 Autres actifs, autres passifs et comptes de régularisation :

3.2.1 Autres actifs et comptes de régularisation :

(En milliers d'Euros)	31/12/2017	31/12/2016
<b>Autres actifs</b>		
Débiteurs divers	4 593	4 252
Primes sur instruments conditionnels achetés	480	660
Comptes de règlement débiteurs sur opérations sur titres		
Autres emplois divers	7	7
Sous-total	5 080	4 919
<b>Comptes de régularisation</b>		
Charges payées ou comptabilisées d'avance	300	227
Impôts différés	1 831	2 842
Produits à recevoir	6 245	5 378
Autres comptes de régularisation	2 522	4 260
Sous-total	10 898	12 707
Total (1)	15 978	17 626

(1) Au 31/12/2017, aucun élément de ces actifs n'est mis en pension

3.2.2 Autres passifs et comptes de régularisation :

(En milliers d'Euros)	31/12/2017	31/12/2016
<b>Autres passifs</b>		
Créditeurs divers	4 127	3 245
Primes sur instruments dérivés vendus	405	592
Comptes de règlement créditeurs sur opérations sur titres	14	3
Autres opérations sur titres		
Sous-total	4 546	3 840
<b>Comptes de régularisation</b>		
Charges à payer	16 597	13 901
Produits constatés d'avance	1 977	2 128
Autres comptes de régularisation	1 820	3 909
Sous-total	20 394	19 938
Total (1)	24 940	23 778

(1) Aucun de ces montants ne se rapporte à des éléments reçus en pension ni à des dettes représentatives de titres empruntés

#### Note 4. – Charges et avantages du personnel.

4.1. Frais de personnel et rémunération des dirigeants. — La rubrique « Frais de personnel » comprend l'ensemble des dépenses liées au personnel ; elle intègre notamment le montant de la participation et de l'intéressement des salariés se rattachant à l'exercice, les produits liés au Crédit d'Impôt Compétitivité Emploi (CICE) ainsi que les charges liées aux opérations de restructuration.

Les avantages du personnel se répartissent en quatre catégories :

- les avantages à court terme dont le règlement est attendu dans les douze mois qui suivent la fin de l'exercice au cours duquel les membres du personnel ont rendu les services correspondants, tels les salaires, les primes, les congés annuels rémunérés, les charges sociales et fiscales afférentes, ainsi que la participation et l'intéressement des salariés ;
- les avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies ou à cotisations définies, tels que les régimes de retraite ou les indemnités de fin de carrière ;
- les avantages à long terme dont le règlement est attendu dans un délai supérieur à douze mois, tels les rémunérations variables différées payées en numéraire et non indexées, les primes pour médailles du travail ou le compte épargne temps ;
- les indemnités de fin de contrat de travail.

La charge représentative des avantages à court terme acquis par les membres du personnel est enregistrée en « Frais de personnel » lorsque ces derniers ont rendu les services rémunérés par ces avantages.

Les principes comptables applicables aux avantages postérieurs à l'emploi et aux avantages à long terme sont présentés dans la Note 4.2.

4.1. Frais de personnel et rémunération des dirigeants :

(En milliers d'Euros)	2017	2016
Rémunérations du personnel	11 829	12 470
Charges sociales et fiscales sur rémunérations	2 994	3 010



Charges de retraite nettes - régimes à cotisations définies	2 241	2 244
Charges de retraite nettes - régimes à prestations définies	-350	687
Autres charges sociales et fiscales	1 902	2 031
Participation, intéressement et abondements	2 044	1 942
Dont intéressement	1 121	973
Dont participation	469	639
Transfert de charges		
Total	20 660	22 384

La rémunération brute des organes d'administration et de direction s'élève à 312 milliers d'euros en 2017.

	2017	2016
Effectif inscrit au 31 décembre	299	302
Effectif moyen du personnel en activité	273	282
Effectif cadres	169	165
Effectif techniciens	104	117

#### Note 4.2. Avantages du personnel.

La Banque Kolb peut accorder à ses salariés :

- des avantages postérieurs à l'emploi, tels que les régimes de retraite ou indemnités de fin de carrière ;
- des avantages à long terme, tels que les rémunérations variables différées, les médailles du travail ou le compte épargne temps ;
- des indemnités de fin de contrat de travail.

Détail des provisions sur avantages du personnel

(En milliers d'Euros)	Stock au 31/12/2016	Dotations		Reprises / utilisations		Autres mouvements		Stock au 31/12/2017
		Par coût du risque	Par autres soldes du compte de résultat	Par coût du risque	Par autres soldes du compte de résultat	Variations de périmètre	Variations de taux de change	
Provisions sur avantages au personnel	2 006		74		-567			1 513

#### 4.2.1. Avantages postérieurs à l'emploi :

Régimes postérieurs à l'emploi à cotisations définies. — Les principaux régimes de retraite à cotisations définies dont bénéficient les salariés de la Banque Kolb regroupent notamment l'assurance vieillesse obligatoire et les régimes de retraites nationaux AGIRC et ARRCO, l'abondement au PERCO et les régimes multi-employeurs.

Régimes postérieurs à l'emploi à prestations définies. — Les régimes de retraite postérieurs à l'emploi comprennent des régimes offrant des prestations de retraite sous forme de rentes et des régimes d'indemnités de fin de carrière. Les prestations sous forme de rentes viennent en complément des pensions de retraite versée par les régimes généraux et obligatoires.

#### 4.2.1.1. Réconciliation des actifs et passifs inscrits au bilan :

(En milliers d'Euros)	31/12/2017	31/12/2016
Rappel des provisions comptabilisées au bilan	-258	77
Rappel des actifs comptabilisés au bilan		
Solde net au bilan	-258	77
Ventilation du solde net au bilan		
Valeur actualisée des engagements financés	1 496	1 787
Juste valeur des actifs de financement	-1 754	-1 710
A - Solde des régimes financés	-258	77
B - Valeur actualisée des engagements non financés		
Coûts des services passés non comptabilisés		
Pertes ou gains nets actuariels non comptabilisés		
Actifs distincts		
Actifs des régimes affectés par le plafond sur actifs		
C - Total des éléments non encore reconnus		
A + B - C = Solde Net	-258	77

#### 4.2.1.2. Informations sur les actifs de financement des régimes et modalités de financement des régimes. — Informations générales sur les actifs de financement (composition tous régimes confondus et cotisations futures)

La juste valeur des actifs de régimes se répartit à hauteur de 64% d'obligations, 23 % d'actions, 13 % autres.  
Les excédents d'actifs de régime s'élèvent à un montant de 258 milliers d'euros.

Les cotisations employeurs éventuellement versées pour 2018 au titre des régimes d'avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies seront déterminées suite aux évaluations réalisées en fin d'année.

#### 4.2.1.3. Principales hypothèses actuarielles :

	31/12/2017	31/12/2016
Taux d'escompte	1,7%	1,3%
Taux d'inflation long terme	1,7%	1,4%
Taux de croissance net d'inflation des masses salariales		
Salariés âgés de moins de 30 ans	2,7%	3,5%
Salariés âgés de 30 à 40 ans	1,9%	3,5%
Salariés âgés de 40 à 50 ans	1,5%	3,5%
Salariés âgés de plus de 50 ans	0,7%	3,5%
Durée de vie active moyenne restante des salariés (en années)	23,3	21,9
Duration (en années)	16,9	17,2

#### Notes :

Le taux d'actualisation est issu des courbes des obligations corporate notées AA (source Merrill Lynch) : (0,0 % à 3 ans ; 0,4 % à 5 ans ; 1,1 % à 10 ans ; 1,5 % à 15 ans). Le taux retenu pour l'évaluation est fonction de la durée du régime considéré.

Le taux d'inflation est fonction de la durée du régime : (1,4 % à 3 ans ; 1,4 % à 4-5 ans ; 1,6 % à 10 ans).

La durée de vie d'activité moyenne est déterminée par régime et tient compte des hypothèses de taux de rotation.

4.2.2. Autres avantages à long terme. — Les autres avantages à long terme sont consentis au personnel de la Banque Kolb, comme les programmes de rémunération différée tels que les comptes épargne temps et les médailles du travail. Ce sont d'autres avantages que les avantages postérieurs à l'emploi et les indemnités de fin de contrat de travail, qui ne sont pas dus intégralement dans les douze mois suivant la fin de l'exercice pendant lequel les membres du personnel ont rendu les services correspondants.

Le solde net des autres avantages à long terme s'élève à 1 422 milliers d'euros (dont 898 milliers d'euros relatifs aux comptes épargne temps).

Le résultat des autres avantages à long terme s'élève à -52 milliers d'euros.

#### 4.3 Autres frais administratifs :

(En milliers d'Euros)	2017	2016
Impôts et taxes	-1 085	-1 186
Autres charges		
Loyers, charges locatives et autres charges sur immeubles	-2 863	-3 429
Services extérieurs et divers	-24 029	-20 540
Charges refacturées à des tiers	63	61
Transfert de charges		
Sous-total	-26 829	-23 908
Total	-27 914	-25 094

Honoraires des Commissaires aux Comptes (montants hors taxes) :

(En milliers d'Euros)	Deloitte		Batt & Associés	
	2017	2016	2017	2016
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés	25	30	24	24
Missions accessoires	15			

#### Note 5. – Impôts.

Impôt courant. — La Banque Kolb fait partie du sous-groupe d'intégration fiscale établi entre le Crédit du Nord et certaines de ses filiales contrôlées directement ou indirectement à 95 % au moins. Ce sous-groupe est lui-même intégré depuis le 01/01/2010 au groupe fiscal de la Société Générale, détentrice à 100 % du Crédit du Nord. La convention retenue est celle de la neutralité.

En France, le taux normal de l'impôt sur les sociétés est de 33,33 % auquel s'ajoute une Contribution Sociale de 3,3 % (après application d'un abattement de 0,76 million d'euros) instauré en 2000.

Lors de cessions de titres de participation relevant du régime du long terme à 0 %, la réintégration d'une quote-part de frais et charges de 12 % dans la détermination du résultat fiscal aura à présent lieu uniquement en cas de plus-value nette. En outre, au titre du régime des sociétés mères et filiales, les dividendes reçus des sociétés dans lesquelles la participation est au moins égale à 5 % sont exonérés sous réserve de la taxation au taux de droit commun d'une quote-part de frais et charges.

Impôt différé. — La Banque Kolb utilise la faculté d'enregistrer des impôts différés dans ses comptes sociaux.

Les impôts différés sont comptabilisés dès lors qu'une différence temporaire est identifiée entre les valeurs comptables retraitées et les valeurs fiscales des éléments de bilan. La méthode appliquée est celle du report variable selon laquelle les impôts différés constatés au cours des exercices antérieurs sont modifiés lors d'un changement de taux d'imposition.

L'effet correspondant est enregistré en augmentation ou en diminution de la charge d'impôt différé. Les actifs d'impôt différé nets sont pris en compte dès lors qu'il existe une perspective de récupération sur un horizon déterminé.

La loi de Finances 2018, adoptée fin décembre 2017, prévoit une réduction progressive du taux d'imposition en France. D'ici 2022, le taux normal de l'impôt sur les sociétés diminuera progressivement de 33,33 % à 25 %, auquel s'ajoute la contribution sociale de 3,3 %.

Les impôts différés des sociétés françaises sont calculés en appliquant le taux d'imposition qui sera en vigueur lors du retournement de la différence temporaire soit :

- pour les résultats imposés au taux de droit commun, au taux de 34,43 % ou 25,83 % ;
- pour les résultats imposés au taux réduit, au taux de 4,13 % ou 3,10 %.

(En milliers d'Euros)	2017	2016
Charge fiscale courante	-4 747	-5 839
Charge fiscale différée	-1 011	-1 163
Total	-5 758	-7 002

Réconciliation entre le taux d'impôt normatif et le taux d'impôt effectif :

(En milliers d'Euros)	2017	2016
Résultat net avant impôts	17 113	19 188
Taux normal d'imposition applicable aux sociétés françaises (incluant la contribution sociale de 3,0 %)	34,43 %	34,43 %
Différences permanentes	-0,58 %	2,56 %
Différentiel sur éléments imposés à taux réduit	0,00 %	0,00 %
Crédits d'impôts	-0,19 %	-0,15 %
Redressement fiscal	0,00 %	-0,69 %
Divers	-0,02 %	0,33 %
Taux effectif d'imposition	33,64 %	36,49 %

Note 6. – Capitaux propres.

6.1. Évolution des capitaux propres :

(En milliers d'euros)	Capital (1)	Primes d'émission et de fusion	Réserves			Report à nouveau	Résultat	Provisions réglementées	Capitaux propres
			légal	statutaires	autres				
Bilan au 31 décembre 2015	14 099	10 772	1 410	49 500		74	13 164		89 019
Augmentation de capital									
2ème résolution de l'Assemblée Générale Ordinaire du 26 mai 2016				-4 369		-74	-13 164		-17 607
Résultat de l'exercice 2016							12 186		12 186
Autres mouvements				140					140
Bilan au 31 décembre 2016	14 099	10 772	1 410	45 271			12 186		83 738
Augmentation de capital									
2ème résolution de l'Assemblée Générale Ordinaire du 24 mai 2017 (2)				3 356			-12 186		-8 830
Résultat de l'exercice 2017							11 355		11 355
Autres mouvements									
Bilan au 31 décembre 2017	14 099	10 772	1 410	48 627			11 355		86 263

(1) Au 31 décembre 2017, le capital social de la Banque KOLB, entièrement libéré, s'élève à 14 099 103,00 euros et se compose de 276 453 actions de 51,00 euros de nominal

(2) Attribution aux actionnaires, à titre de dividende, de 8,8 millions d'euros

Le capital de la Banque Kolb est détenu à 78,54 % par le Crédit du Nord et à 21,43% par Kolb Investissement, filiale du Crédit du Nord. En conséquence, la Banque Kolb est reprise par intégration globale dans les comptes consolidés du Crédit du Nord.

Projet d'affectation du résultat. — Statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, l'Assemblée Générale décide de répartir le bénéfice de l'exercice s'élevant à 11 354 762,21 euros comme suit :

— attribution aux actions, à titre de dividende, d'une somme de 5 982 442,92 euros. Le dividende par action s'élève à 21,64 euros;

— affectation d'une somme de 5 372 319,29 euros au report à nouveau.

6.2 Dettes subordonnées. — Cette rubrique regroupe les dettes matérialisées ou non par des titres, à terme ou à durée indéterminée, dont le remboursement en cas de liquidation du débiteur n'est possible qu'après désintéressement des autres créanciers.

Le cas échéant, les intérêts courus à verser attachés aux dettes subordonnées sont portés dans un compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

(En milliers d'Euros)	31/12/2017	31/12/2016
Titres subordonnés remboursables		
Emprunts subordonnés		
Intérêts à payer		
Total		

#### Note 7. – Autres informations.

7.1. Immobilisations corporelles et incorporelles. — Les immobilisations d'exploitation et de placement sont inscrites à l'actif du bilan à leur coût d'acquisition. Les coûts d'emprunts correspondant à la période de construction des immobilisations nécessitant une longue période de préparation, sont incorporés au coût d'acquisition, de même que les frais directement attribuables. Les subventions d'investissement reçues sont déduites du coût des actifs concernés.

Les logiciels créés en interne sont inscrits à l'actif du bilan pour leur coût direct de développement, qui regroupe les dépenses externes de matériels et de services et les frais liés au personnel directement affectables à la production et à la préparation de l'actif en vue de son utilisation.

Dès qu'elles sont en état d'être utilisées, les immobilisations sont amorties sur leur durée d'utilité. Le cas échéant, la valeur résiduelle du bien est déduite de sa base amortissable.

Les amortissements sont calculés en utilisant principalement la méthode linéaire sur les durées d'utilité mentionnées.

Lorsqu'un ou plusieurs composants d'une immobilisation ont une utilisation différente ou procurent des avantages économiques selon un rythme différent de celui de l'immobilisation prise dans son ensemble, ces composants sont amortis sur leur propre durée d'utilité. Les dotations aux amortissements sont portées au compte de résultat dans la rubrique « Dotations aux amortissements ».

Pour les immeubles d'exploitation, la banque Kolb a appliqué cette approche en retenant à minima les composants et durées d'amortissements suivants :

Infrastructures	Gros œuvre	50 ans
	Étanchéité, toiture	20 ans
	Façades	30 ans
	Ascenseurs	10 à 30 ans
Installations techniques	Installations électriques	
	Groupes électrogènes	
	Climatisation, désenfumage	
	Chauffage	
	Installations de sûreté et de surveillance	
	Plomberie, canalisations	
Agencements	Protection incendie	
	Finitions, second œuvre, abords	10 ans

Concernant les autres catégories d'immobilisations, les durées d'amortissement retenues ont été déterminées en fonction des durées d'utilité des biens considérés, qui ont généralement été estimées dans les fourchettes suivantes :

Matériel et outillage	5 ans
Matériel de transport	4 ans
Mobilier	10 ans
Matériel de bureau et informatique	3 à 5 ans
Logiciels créés ou acquis	3 à 5 ans
Concessions, brevets, licences, etc.	5 à 20 ans

#### 7.1.1. Détail des immobilisations :

(En milliers d'Euros)	Valeur brute 31/12/2016	Acquisitions	Cessions	Autres mouvements	Valeur brute 31/12/2017	Amortissements et dépréciations cumulés 31/12/2017 (1)	Valeur nette 31/12/2017
Immobilisations d'exploitation							
Immobiliisations incorporelles							
Frais d'établissement							
Logiciels créés							
Logiciels acquis	231			-4	227	-226	1

Autres	2 061				2 061		2 061
Sous-total	2 292			-4	2 288	-226	2 062
Immobilisations corporelles							
Terrains et constructions	103	19			122	-77	45
Autres	24 084	800		-474	24 410	-19 173	5 237
Sous-total	24 187	819		-474	24 532	-19 250	5 282
Immobilisations hors exploitation							
Immobilisations corporelles							
Terrains et constructions							
Autres	4	4			8		8
Sous-total	4	4			8		8
Total	26 483	823		-478	26 828	-19 476	7 352

(1) *Détail des amortissements et dépréciations :*

(En milliers d'Euros)	Immobilisations incorporelles			Immobilisations corporelles d'exploitation		Immobilisations corporelles hors exploit. (*)	
	Logiciels créés	Logiciels acquis	Autres	Terr. & Const.	Autres	Total	
Montant au 31 décembre 2016		230		75	18 421		18 726
Dotations aux amortissements				2	1 225		1 227
Amortissements afférents aux éléments sortis de l'actif		-4			-473		-477
Dépréciations sur immobilisations							
Reprises de dépréciations							
Autres mouvements							
Montant au 31 décembre 2017		226		77	19 173		19 476

(\*) Les dotations aux amortissements sur les immobilisations hors exploitation sont incluses dans le « Produit net bancaire »

7.1.2. Gains ou pertes sur actifs immobilisés. — La rubrique « Gains ou Pertes sur actifs immobilisés » regroupe les plus ou moins-values de cession ainsi que les dotations nettes aux dépréciations sur immobilisations d'exploitation. Les résultats sur immobilisations hors exploitation sont classés au sein du « Produit net bancaire ».

(En milliers d'Euros)	31/12/2017	31/12/2016
Immobilisations d'exploitation corporelles		
Plus-values de cession		
Moins-values de cession		
Sous-total		
Immobilisations d'exploitation incorporelles		
Plus-values de cession		
Moins-values de cession		
Sous-total		
Total		

7.2. Provisions :

(en milliers d'euros)	31/12/2017	31/12/2016
Provisions sur avantages au personnel	1 513	2 006
Autres provisions (1)	13 603	13 836
Total	15 116	15 842

(1) cf. détail note 2.6.2

7.3. Emplois, ressources ventilés selon la durée restant à courir :

(En milliers d'Euros)	Durées restant à courir au 31 Décembre 2017				
	Moins de 3 mois	3 mois à 1 an	1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Total

Emplois					
Créances sur les établissements de crédit	200 453	55	50 000	263 600	514 108
Opérations avec la clientèle	228 972	195 006	591 166	559 014	1 574 158
Obligations et autres titres à revenu fixe					
Titres de transaction					
Titres de placement					
Titres d'investissement					
Total	429 425	195 061	641 166	822 614	2 088 266
Ressources					
Dettes envers les établissements de crédit	8 732	110 053	320 844	234 747	674 376
Opérations avec la clientèle	1 224 231	31 201	69 741	74	1 325 247
Dettes représentées par un titre					
Total	1 232 963	141 254	390 585	234 821	1 999 623

## 7.4. Renseignements concernant les Filiales et Participations :

(En milliers d'Euros)	Forme juridique	Capital	Capitaux propres (hors capital)	Quote-part de capital détenu (en %)	Valeur d'inventaire des titres détenus		Prêts et avances consentis non remboursés	Montant des cautions et avals fournis	Produit net bancaire 2017	Résultat de l'exercice 2017	Dividendes encaissés en 2017
					Brute	Nette					
A. Renseignements concernant les filiales ou participations détenues, dont la valeur d'inventaire excède 1% du capital de la banque											
Filiales (50% au moins du capital détenu)		Néant									
B. Renseignements globaux concernant les autres filiales ou participations											
Filiales non reprises au paragraphe A		Néant									
A) Filiales françaises (ensemble)											
B) Filiales étrangères (ensemble)											
Participations non reprises au paragraphe A		Néant									
A) Participations françaises											
B) Participations étrangères (ensemble)											

## IV. — Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels.

Exercice clos le 31 décembre 2017

À l'assemblée générale de la Banque Kolb,

**Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la Banque Kolb relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au conseil de surveillance remplissant les fonctions du comité d'audit

## Fondement de l'opinion

### Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

### Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2017 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n°537/2014 ou par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

### Justification des appréciations - Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

*Évaluation des dépréciations sur les encours douteux et douteux compromis de crédit à la clientèle d'entreprises :*  
(Clientèle dite « non retail »)

Risque identifié	Notre approche d'audit
<p>Les prêts et créances sur la clientèle d'entreprises (dite « non retail ») sont porteurs d'un risque de crédit qui expose la Banque Kolb à une perte potentielle si ses contreparties s'avèrent incapables de faire face à leurs engagements financiers. Le caractère avéré d'un risque de crédit est apprécié au niveau individuel pour chaque contrepartie qualifiée de « non retail ».</p> <p>La Banque Kolb constitue des dépréciations pour couvrir les risques de crédit inhérents à ses activités et procède à des estimations comptables significatives en tenant compte de la valeur des garanties détenue pour évaluer le niveau de dépréciation sur les prêts et créances « non retail ». La direction de la Banque Kolb a notamment recours à son jugement dans la détermination des sommes recouvrables. Les principales hypothèses prises en compte par la direction dans l'évaluation des dépréciations individuelles sur créances douteuses ou douteuses compromises « non retail » sont la probabilité de défaut et la perte en cas de défaut.</p> <p>Les dépréciations sur créances douteuses ou douteuses compromises s'élèvent respectivement à 4,9 millions d'euros et 59,8 millions d'euros au 31 décembre 2017, comme précisé en note 2.6.1 « dépréciations » de l'annexe des comptes annuels. Retraitées des dépréciations sur la clientèle de détail (dite « retail »), les dépréciations individuelles sur les encours de crédit d'entreprises (dite « non retail ») s'élèvent à 46,0 M€ au 31 décembre 2017.</p> <p>Compte-tenu des activités exercées par la Banque Kolb et de l'importance relative des financements accordés à la clientèle d'entreprises dans le bilan des comptes annuels, nous considérons que l'évaluation des dépréciations individuelles sur les encours douteux et douteux compromis de crédit à la clientèle d'entreprises constitue un point clé de l'audit.</p>	<p>Nos travaux ont consisté à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>— prendre connaissance du processus d'évaluation de ces dépréciations et des hypothèses ayant servi de base à cette évaluation,</li> <li>— examiner et à apprécier la qualité du dispositif de contrôle relatif à la détection des expositions à risque, au suivi des risques de crédit, à l'appréciation des risques de non recouvrement et à la détermination des dépréciations afférentes sur base individuelle des contreparties « non retail » présentant une situation financière fragilisée ou en défaut,</li> <li>— apprécier les hypothèses retenues utilisées sur la base d'un échantillon de dossiers individuels sélectionnés sur des critères de matérialité et de risques,</li> <li>— prendre connaissance de la documentation fournie par la banque pour justifier le montant de dépréciations et des procédures appliquées pour déterminer ces dépréciations.</li> </ul>

*Évaluation des dépréciations sur les encours douteux et douteux compromis de crédit à la clientèle de détail :*  
(Clientèle dite « retail »)

Risque identifié	Notre approche d'audit
<p>Les prêts et créances sur la clientèle de détail (dite « retail »), qui regroupe les marchés des particuliers et des professionnels, sont porteurs d'un risque de crédit qui expose la Banque Kolb à une perte potentielle si ses contreparties s'avèrent incapables de faire face à leurs engagements financiers. Le caractère avéré d'un risque de crédit est apprécié au niveau individuel pour chaque contrepartie qualifiée de « retail ».</p>	<p>L'approche d'audit sur l'évaluation des dépréciations sur les encours douteux et douteux compromis de crédit à la clientèle « retail » est définie conjointement avec les Commissaires aux comptes du groupe Crédit du Nord. Les procédures d'audit nécessaires à la validation de ces travaux ne sont quant à elles menées qu'au niveau du groupe.</p> <p>Ainsi, à réception des conclusions, nous nous assurons que la</p>

<p>Comme précisé dans le paragraphe « Dépréciation d'actifs » de la note 2.6.1 « Dépréciations » de l'annexe des comptes annuels, les dépréciations sur les encours douteux de ces marchés sont déterminées selon les principes suivants :</p> <p>— selon une méthode statistique, pour les encours inférieurs à certains seuils opérationnels ; certains paramètres utilisés dans le modèle reposent sur des estimations de la Direction du Crédit du Nord, notamment la durée retenue pour l'observation des historiques de recouvrement ;</p> <p>— selon une analyse à dire d'expert, pour les encours les plus significatifs dépassant ces seuils ; la Direction a alors recours à son jugement pour déterminer ces dépréciations.</p> <p>Les dépréciations sur créances douteuses ou douteuses compromises s'élèvent respectivement à 4,9 millions d'euros et 59,8 millions d'euros au 31 décembre 2017 comme précisé en note 2.6.1 « dépréciations » de l'annexe des comptes annuels. retraitée des dépréciations sur la clientèle d'entreprise (dite « non retail ») déterminées individuellement, les dépréciations sur les encours de crédit sur la clientèle de détail (dite « retail ») s'élèvent à 18,7 millions d'euros au 31 décembre 2017.</p> <p>En raison de la sensibilité de certains paramètres utilisés dans le modèle de dépréciation statistique et du recours au jugement dans l'estimation des hypothèses retenues pour déterminer les dépréciations à dire d'expert pour certains encours, nous considérons que l'évaluation des dépréciations sur les encours douteux et douteux compromis de crédit à la clientèle de détail constitue un point clé de l'audit.</p>	<p>démarche d'audit définie conjointement a bien été mise en œuvre et réalisons une revue critique des conclusions pour les besoins de notre audit.</p> <p>Pour les encours dont les dépréciations sont calculées selon une méthode statistique, les travaux ont consisté à :</p> <p>— comprendre les principes et le fonctionnement de cette méthode, ainsi que les évolutions apportées à cette méthode au cours de l'exercice 2017 ;</p> <p>— prendre connaissance des paramètres retenus par la Direction du Crédit du Nord, qui alimentent le modèle statistique et vérifier que leur choix s'inscrit dans une gouvernance établie faisant l'objet d'une documentation ;</p> <p>— apprécier la sensibilité de certains paramètres importants sur les montants de dépréciations calculés selon cette méthode.</p> <p>Pour les encours dont les dépréciations sont déterminées selon une analyse à dire d'expert, les Commissaires aux comptes du groupe ont :</p> <p>— pris connaissance de la documentation fournie par le groupe pour justifier le montant de dépréciations et des procédures appliquées pour déterminer ces dépréciations ;</p> <p>— examiné les données et les hypothèses utilisées par la Direction pour déterminer le montant des dépréciations sur un échantillon de dossiers de crédit.</p>
---	---

#### **Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux actionnaires**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

#### **Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels**

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Directoire et dans les autres documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

#### **Rapport sur le gouvernement d'entreprise**

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du conseil de surveillance sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L. 225-37-4 du code de commerce.

En application de la loi, nous vous signalons que les informations prévues par les dispositions de l'article L.225-37-3 du code de commerce sur les rémunérations et avantages versés par la société contrôlant votre banque aux mandataires sociaux concernés, ainsi que les engagements consentis en leur faveur, ne sont pas mentionnés dans le rapport sur le gouvernement d'entreprise. En conséquence, nous ne pouvons en attester l'exactitude et la sincérité.

#### **Informations résultant d'autres obligations légales et réglementaires :**

##### **Désignation des commissaires aux comptes**

Le cabinet Batt Audit a été nommé commissaire aux comptes de la Banque Kolb par l'assemblée générale d'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1990.

Le cabinet Deloitte & Associés a été nommé commissaire aux comptes de la Banque Kolb lors de l'assemblée qui a suivi le rachat de la Banque Crédit du Nord en 1991.

Au 31 décembre 2017, le cabinet Batt Audit était dans la 27<sup>ème</sup> année de sa mission sans interruption et le cabinet Deloitte & Associés dans la 27<sup>ème</sup> année de sa mission sans interruption.

#### **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'en-euros.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au conseil de surveillance remplissant les fonctions du comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Directoire.



**Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels****Objectif et démarche d'audit**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

Banque Kolb

En outre :

– il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

– il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

– il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

– il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

– il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

**Rapport au conseil de surveillance**

Nous remettons un rapport au conseil de surveillance remplissant les fonctions du comité d'audit qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au conseil de surveillance remplissant les fonctions du comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au conseil de surveillance la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n°537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L. 822-10 à L. 822-14 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le conseil de surveillance des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Vandœuvre lès Nancy et Maxéville, le 27 Avril 2018.

*Les commissaires aux comptes :*

Batt Audit :  
Jehanne Garrait ;

Deloitte & Associés :  
Anne Philipona-Hintzy.

**V. — Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions réglementées.**

Assemblée générale d'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2017

À l'assemblée générale de la Banque Kolb,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport, sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques, les modalités essentielles ainsi que les motifs justifiant de l'intérêt pour la société des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R.225-58 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues à l'article R.225-58 du code de commerce relatif à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions déjà approuvées par l'assemblée générale.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimées nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.

**Conventions soumises à l'approbation de l'assemblée générale**

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention autorisée et conclue au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'assemblée générale en application des dispositions de l'article L.225-86 du code de commerce.

**Conventions déjà approuvées par l'assemblée générale**

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'une convention déjà approuvée par l'assemblée générale dont l'exécution se serait poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

Vandœuvre lès Nancy et Maxéville, le 27 Avril 2018.

*Les commissaires aux comptes :*

Batt Audit :  
Jehanns Garrait ;

Deloitte & Associés :  
Anne Philipona-Hintzy.

**VI. — Rapport de gestion.**

Le rapport de gestion peut être obtenu sur simple demande à l'adresse suivante : Banque KOLB, Direction financière, 2 place de la République, BP 50528, 54008 Nancy Cedex.